



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'économie rurale en France. Essai de synthèse de la session et de bilan

Denis R. Bergmann

Citer ce document / Cite this document :

R. Bergmann Denis. L'économie rurale en France. Essai de synthèse de la session et de bilan. In: Économie rurale. N°160, 1984. pp. 28-34;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1984.3034>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1984_num_160_1_3034

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Analyse surtout critique de l'état de la discipline. Une « école française » diversifiée et nombreuse s'est certes développée depuis 35 ans alors qu'il n'y avait presque rien avant. Mais une proportion trop élevée des travaux publiés manque de professionnalisme. Il y a en France, en particulier mais non exclusivement de la part d'auteurs marxistes, un effort d'approfondissement théorique. Mais il a parfois abouti à des travaux vagues et peu étayés. L'utilité sociale de certaines recherches trop peu programmées est contestée. Une inféodation aux intérêts sectoriels (agrarianisme) obscurcit trop souvent les jugements. Il y a trop de recherches de routine, une grande ignorance des travaux étrangers, retard dans l'emploi des méthodes quantitatives modernes.

Abstract

A mostly critical appraisal of the state of the field. A diversified French school has developed over the past 35 years while there was almost nothing before that period. However much of the published work lacks professionalism. There have been efforts to build stronger theoretical foundations, particularly but not exclusively by marxist authors. This, however, often produced vague and poorly documented work. Some research is of doubtful utility, the mark of weak programming. Judgments are often biased by agrarianistic leanings. There is an excess of repetitive research, ignorance concerning developments of the field in foreign countries, backwardness in the use of modern quantitative methods.

L'ÉCONOMIE RURALE EN FRANCE ESSAI DE SYNTHÈSE DE LA SESSION ET DE BILAN

Denis BERGMANN*

Résumé :

Analyse surtout critique de l'état de la discipline. Une « école française » diversifiée et nombreuse s'est certes développée depuis 35 ans alors qu'il n'y avait presque rien avant. Mais une proportion trop élevée des travaux publiés manque de professionnalisme. Il y a en France, en particulier mais non exclusivement de la part d'auteurs marxistes, un effort d'approfondissement théorique. Mais il a parfois abouti à des travaux vagues et peu étayés. L'utilité sociale de certaines recherches trop peu programmées est contestée. Une inféodation aux intérêts sectoriels (agrarianisme) obscurcit trop souvent les jugements. Il y a trop de recherches de routine, une grande ignorance des travaux étrangers, retard dans l'emploi des méthodes quantitatives modernes.

Summary :

AGRICULTURAL ECONOMICS IN FRANCE

A mostly critical appraisal of the state of the field. A diversified French school has developed over the past 35 years while there was almost nothing before that period. However much of the published work lacks professionalism. There have been efforts to build stronger theoretical foundations, particularly but not exclusively by marxist authors. This, however, often produced vague and poorly documented work. Some research is of doubtful utility, the mark of weak programming. Judgments are often biased by agrarianistic leanings. There is an excess of repetitive research, ignorance concerning developments of the field in foreign countries, backwardness in the use of modern quantitative methods.

Le présent rapport est dérivé de l'exposé de clôture de la session de mai 1983 tenue à La Grande-Motte. Il constitue aussi une sorte de discours de fin de mandat du président sortant de la SFER. Il est la suite de l'étude présentée à la session de décembre 1972 sur un thème presque semblable. (Bergmann, 1973). Mais la situation financière devait alors être meilleure : Economie Rurale publiait des articles de 19 pages. Une certaine prétention à l'exhaustivité, possible à l'époque, doit être abandonnée, ce qui rendra le travail

encore plus subjectif et pointilliste - mais, je l'espère, pas moins critique. Pour tout dire, il ne s'agit ni d'une vraie synthèse de ce qui s'est dit à la Grande-Motte - où il y avait, pour une partie du temps, division en quatre groupes - ni d'un bilan suffisant d'une science devenue très vaste. Disons qu'il s'agit d'un témoignage d'un observateur passionné, mais déjà un peu distant, qui privilégie ce qui ne va pas. Il y aura donc deux parties - fort inégales - dans l'exposé : les points forts et les ombres.

I. LES POINTS FORTS DE L'ÉCOLE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE RURALE.

Notre profession existe...

Il faut rappeler l'inexistence à peu près totale de l'économie rurale française entre les deux guerres. Une seule figure faisait, à l'époque, exception : notre président-fondateur Michel Augé-Laribé, qui était d'ailleurs, à divers titres, marginalisé. L'enseignement de l'économie rurale que j'ai reçu à l'INA en 1938-40 était assuré par un professeur, fort sympathique, mais tout à fait épisodique, puisque son activité principale était d'être directeur général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Quelle surprise de trouver, en arrivant en 1946 à l'Université Cornell, plus de vingt professeurs d'économie rurale - à plein temps bien entendu. Autre preuve de faiblesse :

aucun français de l'époque n'est cité à l'étranger alors que l'école allemande, par exemple, était déjà renommée (voir sur ce point, par exemple, Nou, 1967).

Grâce, en particulier, à l'INRA et à son rythme de recrutements élevé, de 1958 à 1968 surtout, cette situation de quasi nullité s'est pleinement renversée. Il y a maintenant en France quelques centaines d'économistes ruraux « de profession » dont beaucoup se sentent une certaine originalité par rapport à d'autres économistes - même si le rapport de J.L. Coujard montre bien les limites de cette « spécificité ». La vitalité de notre société est la preuve tangible de ce renouveau auquel elle a contribué.

* Institut National de la Recherche Agronomique. INRA-Economie, 6 Passage Tenaille 75014 Paris.

Merci à plusieurs collègues qui ont critiqué un texte antérieur - ce qui ne les rend pas responsables de celui-ci.

... Elle compte de nombreux esprits originaux et très diversifiés.

Sans chercher une définition précise de l'économiste rural, et renonçant donc à toute tentative de dénombrement allant au delà de la formulation vague ci-dessus (« quelques centaines ») plusieurs traits semblent caractériser notre « profession ».

Elle a attiré, surtout dans la fin des années 50 et pendant les années 60, certains des élèves les plus brillants et originaux de l'enseignement supérieur agronomique. Ceux-ci ont manifesté leur non-conformisme non seulement en refusant d'aller vendre des aliments du bétail mais aussi en remettant en cause la formation qu'ils recevaient, et qu'ils jugeaient trop diversifiée, ainsi que les théories économiques enseignées. De là à devenir marxistes, il n'y avait qu'un pas - franchi avec enthousiasme par un grand nombre d'entre eux. L'école française me paraît donc être - et de loin - la plus imprégnée de marxisme de toutes les écoles d'économie rurale des pays de l'OCDE (1).

Cette grande diversité idéologique - qui apparaît clairement dans cette réunion de la Grande-Motte - combinée avec la qualité de certains éléments et une manière originale d'examiner les problèmes, explique l'audience de nos travaux dans certains pays étrangers. Il faut rappeler à ce sujet les 340 abonnés étrangers que compte notre revue ; elle mériterait l'oscar de l'exportation !

Le fait que des esprits aussi divers et souvent non conformistes (pour ne pas dire contestataires) se soient trouvés à l'aise dans leurs institutions de rattachement, aient pu s'y épanouir (éventuellement dans une niche bien abritée) témoigne du climat de grande indépendance qui y a régné.

Des institutions très indépendantes.

Il faut rappeler aux jeunes, qui bénéficient de beaucoup de libertés, que certaines institutions anciennes étaient étouffantes et serviles et que les libertés universitaires - plutôt fragiles dans une France centralisée où l'administration est contraignante - n'étaient pas à l'honneur dans l'enseignement agricole. Ainsi, en 1951, le Ministère de l'Agriculture fit ordonner à René Dumont, alors maître de conférence à l'Agro, de ne plus enseigner que le nombre des agriculteurs diminuait en France ! (voir sur ce point : Dumont 1974, p. 132).

L'un des éléments les plus favorables à l'indépendance des économistes ruraux fut l'échec de divers projets de création d'un institut national d'économie rurale qui aurait été placé sous la double tutelle de l'administration et de la profession. A ces projets du début des années 50 fut substituée la création d'un département d'économie et de sociologie rurales à l'intérieur de l'INRA.

Même s'il y eut un certain nombre d'incompréhensions entre biologistes et économistes, il semble clairement prouvé que la masse même et l'esprit de rigueur scientifique de l'ensemble de l'INRA servirent à protéger les jeunes

économistes contre les pressions diverses, leur permirent de se développer et de forger leurs propres traditions d'indépendance. J'ai dans mes archives une série de documents qui montrent comment le directeur général de l'INRA, M. Bustarret, est intervenu pour faire respecter la liberté des chercheurs-économistes (2).

Dans l'ensemble donc, les institutions ont protégé l'indispensable indépendance de travail scientifique ; elles l'ont peut être même, comme nous le verrons dans la seconde partie, insuffisamment guidé et programmé. Les chercheurs ont été très libres. Ils ont aussi été aidés par toute une série de sciences annexes et de développements institutionnels.

L'environnement des économistes ruraux leur a été favorable.

L'appui fourni aux économistes par les recherches des géographes, des historiens, des politologues, des sociologues a été souvent mis en relief. Il est presque inutile de rappeler la richesse de nombreuses thèses de géographes qui ont fourni, sur toute une série de petites et grandes régions agricoles, des analyses approfondies. D'autre part, la plupart des auteurs des recherches économiques (autres que celles de pure méthodologie) ont pris soin de resituer les questions étudiées dans leur dimension historique. Ceci est net chez les marxistes comme le souligne J. Cavailhès (« Le souci de l'histoire a presque toujours animé les marxistes »). Il n'est toutefois pas certain que la qualité des analyses historiques proposées par ces sortes d'amateurs soit suffisante. Raison de plus pour persévérer, pour chercher à s'améliorer, et pour s'appuyer sur les travaux des vrais historiens, qu'il faudrait davantage associer à nos recherches.

L'appui essentiel que nous avons reçu provient manifestement des statisticiens. Grâce à leurs efforts - et le nom de G. Théodore mérite d'être rappelé - les statistiques agricoles françaises, qui étaient parmi les plus mauvaises d'Europe, comptent parmi les meilleures. Que deviendrions-nous sans elles ? Faisons-nous tout ce que nous pouvons pour aider ceux qui les produisent ?

En revanche, je ne trouve pas que les économistes généraux français nous aient apporté beaucoup et nos relations avec eux sont peu fructueuses. Ceci nous rapproche, bien entendu de la question de la spécificité et du rapport de J.L. Coujard.

Une certaine complexité intrinsèque de l'agriculture, ses caractéristiques techniques et sociologiques, semblent avoir parfois effrayé les économistes généraux. On se souviendra que, dans les débuts du Plan, au cours des années 60, l'emploi agricole était traité comme un résidu. Et les principaux modèles macro-économiques construits en France ne font pas la part très belle à l'agriculture traitée d'une manière exogène (c'est en train de changer). Peut-être les moyens de travail assez abondants dont bénéficiaient les économistes ruraux suscitaient-ils l'envie... En tout cas, il y a eu peu de recherches faites en commun.

1. Cette affirmation mériterait d'être vérifiée dans le cas de l'Espagne et du Portugal où la situation évolue vite.

2. En dépit de ce que croient certains jeunes chercheurs (l'idée a été exprimée lors des débats), il n'y avait pas, dans les concours de l'INRA, au moins

pour la période que je connais bien (1956-72), de biais néo-classique ou d'ostracisme anti-marxisme. Il y avait, à cette époque, peu de marxistes ; donc peu de candidats marxistes aux concours ! En tout cas, je n'ai observé alors aucune pression du « pouvoir » en ce qui concerne les promotions.

II. LES FAIBLESSES DE L'ÉCOLE FRANÇAISE

UNE PRATIQUE LAXISTE DU MÉTIER

Les règles de notre discipline scientifique - de toute discipline scientifique - sont ignorées (ou sciemment transgressées par indolence) par une proportion élevée des membres de notre profession. Ceci serait à la rigueur excusable pour ceux d'entre nous qui ne sont pas spécialistes. Mais pour l'important noyau de la profession constitué de salariés à plein temps, de professionnels donc, c'est inadmissible. Cette faiblesse est, dans une certaine mesure, une maladie de jeunesse. Pendant leurs années de formation les jeunes chercheurs et enseignants n'ont pas été surveillés par des professeurs sévères et eux-mêmes disciplinés. J'ai naturellement une part de responsabilité dans cet état de fait ; mais je trouve qu'il se perpétue trop longtemps !

L'un des défauts les plus graves est le recours à l'affirmation là où la méthode scientifique exige l'administration de preuves. Il faut donc, pour l'éviter, essayer d'étayer notre accusation de laxisme.

La lecture des rapports proposés au comité de rédaction d'Economie Rurale ou des communications présentées aux réunions nationales ou internationales permet de constater combien sont rares les tableaux statistiques clairement construits avec des titres sans équivoque, combien de bibliographies sont incomplètes. Plus grave est le recours fréquent à des indicateurs qui ne sont pas les plus pertinents possibles pour la vérification de la thèse examinée.

Quelques exemples. Le concept de revenu du travail continue à être employé dans des analyses à but macro-économique. Or il est, surtout dans ce cas, très critiquable comme l'ont montré, depuis des années, de nombreux auteurs. On trouve encore souvent au moins dans des travaux d'étudiants, des cartes ou tableaux mesurant **par département** une grandeur intéressant la politique agricole (par exemple montant des prêts de modernisation des bâtiments d'élevage par département). Il est clair que cet indicateur est mauvais et qu'il faudrait, si l'on ne veut pas donner une idée fausse de la position relative du Territoire de Belfort, utiliser des critères calculés par hectare, ou par exploitation, ou par exploitation pratiquant l'élevage, ou par exploitation ayant demandé l'aide en cause... Le choix n'est pas facile (3).

Outre cet usage d'indicateurs non pertinents il y a trop souvent critique insuffisante des sources et construction de raisonnements sur des bases qui auraient nécessité de sérieuses mises en garde. Entendons nous bien, il est parfois nécessaire de s'appuyer sur une enquête un peu ancienne ou à trop faible taux de sondage. Mais il faut le dire ! Dans des cas exceptionnels les abus sont dénoncés. On se souvient que deux auteurs d'une communication à la SFER (Colson, Wolfer, 1981) ont un peu dépassé la mesure ; ils ont été sérieusement critiqués par plusieurs autres auteurs (Butault 1981 ; Cranney et al., 1981). Mais personne ne semble avoir remarqué que, dans une étude

récente sur l'agriculture des Etats-Unis, deux chercheurs connus fournissent, à deux pages de distance, des estimations sur le nombre moyen de vaches laitières par troupeau variant de un à deux (Nallet, Servolin, 1980).

Il serait bon, pour le progrès de la discipline, que des faiblesses de ce genre soient immédiatement et publiquement relevées.

Pour une large part, cette pratique laxiste semble attribuable à des insuffisances de formation. La stricte discipline de la statistique descriptive et le nécessaire formalisme de la comptabilité micro-économique, par exemple, sont peu enseignés. Dans la plupart des universités et dans plusieurs écoles agronomiques, l'enseignement de la micro-économie (théorie de la production) est fragmentaire.

A cela se combinent des lacunes très générales dans la connaissance des langues étrangères conduisant à une ignorance grave de la production scientifique des pays dominants ou importants dans la spécialité. Ceci a été souligné dans le groupe de travail « relations internationales » et généralement reconnu au cours de la session. Il suffit d'examiner les références bibliographiques de la plupart des articles pour mesurer cette étroitesse du regard.

Cette situation se retrouve dans une attitude critiquable en ce qui concerne le bon usage de la théorie (économique) dans le développement de la discipline.

LA THÉORIE ; PÉNURIE ET PLÉTHORE.

La relation des économistes ruraux de l'école française avec la théorie économique est ambiguë, mélangeant des excès d'amour avec un désintérêt et une ignorance coupables.

Dans son rapport, J. Cavailhès insiste sur la tendance de nombreux économistes ruraux « de profession » (chercheurs et enseignants surtout) à faire, au cours des années 70, un effort pour étudier « la théorie pure ». Il est exact - et c'est l'un des résultats des débats de 1968 - que cette période a donné lieu, à juste titre, à des critiques des recherches démarrant par des collectes de données sans insertion de cette opération dans une réflexion d'ensemble (un « cadre conceptuel » avec formulation d'hypothèses et justification de la pertinence du système de vérification proposé).

Mais je crois que, quand on y regarde de près, cet effort théorique des années 70 a représenté un volume total faible et très inégalement réparti. A partir d'une liste approchée des 65 chercheurs économistes de l'INRA entrés en production avant 1972 je n'en ai guère trouvé qu'une vingtaine, au maximum, qui me semblaient avoir véritablement le goût de la réflexion théorique et les moyens de réaliser leurs ambitions en la matière. Pour la grande majorité d'entre eux, le travail « théorique » n'a été qu'une activité secondaire les occupant, disons, pendant un dixième à un

3. En revisant, avant publication, mon rapport écrit peu après la réunion de la Grande-Motte, je cherchais un exemple de cette erreur. Je n'ai rien trouvé dans les numéros récents d'Economie Rurale ce qui est soit un signe de vigilance des auteurs et de la rédaction soit le résultat du fait que, pour des

raisons d'économie, nous imprimons peu de cartes ! Mais j'ai trouvé mon illustration dans une autre revue (Allaire et Dreyfus, 1983, une bonne carte en p. 410 et une mal étalonnée p. 413).

quart de leur temps. Si bien qu'au total, la part du travail ambitieux théoriquement - non susceptible bien entendu d'être identifié avec précision - fait à l'INRA ou parmi les enseignants, n'a guère dû dépasser 10 %.

Cette « théorisation », ramenée - très grossièrement - à sa juste importance quantitative a parfois donné des résultats de bonne qualité. Certains économistes doués ont fait de lourds investissements d'acquisition de connaissances théoriques qui leur permettent de jongler avec dextérité avec les concepts les plus complexes. Comment ne pas admirer la finesse des analyses présentées dans plusieurs des rapports qui précèdent celui-ci ? Il ne fait pas de doute que l'effort théorique a été fructueux... pour certains (4).

Trop de théorie marxiste vulgaire, mal digérée, peu utile.

Pour d'autres, au contraire les lectures théoriques semblent avoir trop souvent conduit à plaquer, sur du raisonnement d'agronomes micro-économistes, des fragments inadaptés de discours marxiste. Leur pertinence pour l'analyse de la firme est faible ; le marxisme est surtout un outil de compréhension de l'ensemble d'une réalité sociale.

Dans ce domaine préférentiel de l'analyse de la macro-économie du secteur agricole, les marxistes français ont fourni de nombreux apports qui viennent d'être synthétisés par J. Cavailhès qui omet, avec modestie, ses propres travaux, plus quelques écrits de Lafont (1976) et Ossard (1976).

Mais il est frappant de constater, outre la diversité sinon la contradiction des analyses proposées, qu'elles cherchent presque toutes un « exploiteur » alors que le rapport préparé pour la présente session par J. Cavailhès reconnaît - enfin - que la cause fondamentale de la basse rémunération des facteurs engagés dans l'activité agricole est « l'existence d'excédents structurels, qui font qu'une partie du travail agricole est dépensé en pure perte sociale ». Je crois avoir expliqué cela, depuis 25 ans au moins, à la suite des principaux auteurs américains (5).

Si l'on décide de juger de l'arbre marxiste à la qualité (originalité, utilité) et la quantité de ses fruits - en restant dans son domaine privilégié de l'analyse globale - il apparaît donc que la récolte est médiocre et faible. Si l'objectif est, plutôt que l'explication globale, la préparation des décisions de politique économique, l'apport marxiste est peu visible. Dès que l'on cherche des indicateurs pour guider les interventions on en revient aux bons vieux concepts de la comptabilité nationale, aux fonctions d'offre, aux modèles globaux (6). Il est même inquiétant de constater que les marxistes, qui jouent un rôle dominant dans l'enseignement de l'économie rurale, n'enseignent guère, me dit-on, à leurs étudiants, la théorie de la production, base de la compréhension de l'offre, ou les modèles globaux ou les outils de préparation des décisions... Or ce n'est pas avec de vagues discours sur les forces productives historiques, technologiques et sociales ayant provoqué la transformation des sociétés rurales passées ou présentes que l'on choisira la meilleure stratégie d'intervention.

Comme exemples étayant ces critiques, on peut signaler les efforts faits, dans les années 70, par plusieurs auteurs marxistes, pour critiquer les cadres et concepts de la comptabilité micro-économique. (Voir, par exemple, Nallet et al, 1976). Certaines de ces critiques concernant la non prise en compte du ménage sont justifiées. Mais, depuis le début du siècle et E. Laur, tout le monde sait qu'une bonne comptabilité d'exploitation agricole familiale doit être une comptabilité de l'ensemble exploitation plus ménage. Cette critique peu originale est en outre restée stérile. Il n'en est sorti aucun cadre conceptuel nouveau, aucun système comptable meilleur. De même, des marxistes ont accusé la comptabilité nationale d'être bourgeoise. (Voir, par exemple, Delaunay, 1971). Mais ils n'ont proposé aucun autre système plus performant.

Pour un bon usage de la théorie

Devant ces lacunes, il faut redire, même si c'est une évidence, que la meilleure chose à faire avec la théorie, c'est d'abord de bien l'apprendre. Tous les économistes ruraux « de profession » devraient connaître à fond la théorie économique et, en particulier, l'économie de la production et les explications globales de la situation du secteur (7) (8).

Ensuite, il serait opportun d'éviter de répéter inutilement ces acquis théoriques anciens désormais admis par tous. Sauf dans des documents d'enseignement, dont la vocation est souvent de partir d'un niveau bas de connaissances, il faudrait limiter au maximum les rappels sur la baisse de la population active agricole, la substitution du capital au travail en fonction des rapports de prix, la théorie des économies d'échelle, la théorie de la rente...

Enfin, il faut reconnaître que, précisément parce que ce corps assez solide de théorie économique existe, la plupart des économistes agricoles ne peuvent pas espérer le révolutionner. Notre rôle n'est que très exceptionnellement de formuler de nouvelles synthèses réorganisant des pans entiers de la connaissance : il est plutôt de contribuer, par des apports ponctuels précis, à rectifier tel aspect très partiel de l'ensemble du connu et à l'accroître sur tel autre aspect « pointu ».

Un bon exemple de ce que devrait être l'attitude d'un chercheur sérieux vis-à-vis de la « théorie » est donné par le travail récent (1978-82) de P. Saunier et B. Schaller sur l'aviculture. Ils ont accumulé, pendant des années, des données, de première main ou secondaires, sur une sous-branche bien définie ce qui leur a permis de fournir des explications solides sur ses évolutions, apportant ainsi une contribution précise au débat théorique.

Cela suppose beaucoup de métier - pour que les apports soient fiables - beaucoup d'humilité et beaucoup de collecte de données originales. Or, en particulier par suite de leur manque de sens de la discipline et du service public, trop d'économistes ruraux français visent à refaire la théorie globale du secteur au lieu d'en éclairer un fragment bien sélectionné en se mesurant avec les difficultés de l'observation sur le terrain.

4. Ces travaux à ambition théorique n'étaient pas tous d'inspiration marxiste comme le prouve l'étude des œuvres de G. Sévérac ou J.M. Boussard.

5. J'ai appelé cela, dans un article récent « la nature des choses » expression qui n'a pas plu à certains. Il ne s'agit pas de rejeter certaines possibilités d'intervention. Mais le point de départ de toute bonne politique économique est l'appréciation réaliste des tendances lourdes et des forces irrésistibles.

6. J. Cavailhès écrit à ce sujet que « aujourd'hui ce sont les marxistes qui gèrent » - ce qui me semble inexact, la plupart des ministres actuels n'étant guère marxistes. Puis il indique que « les responsables politiques actuels font encore appel à des économistes libéraux pour conduire la politique agricole » ce qui semble largement contradictoire avec la phrase précédente et guère plus exact.

COMPORTEMENTS INDÉPENDANTS ET DÉPENDANCE IDÉOLOGIQUE

L'école française d'économie rurale me semble souffrir de deux défauts plutôt contradictoires. Elle est très jalouse de son indépendance, ce qui est loin d'être critiquable en principe mais se manifeste parfois par des comportements de manque de discipline. En revanche, elle accepte, sans faire preuve de sens critique suffisant, des modes de pensée agrarianistes. Essayons d'expliquer et d'étayer ces deux critiques.

De l'indiscipline...

Ne pas présenter correctement les références bibliographiques est déjà une forme - mineure mais agaçante - d'indiscipline. Il ne s'agit pas de revenir ici sur cet aspect. Plus grave est la question de l'attitude des économistes ruraux de profession en matière de programmation.

Ainsi que l'explique J. Cavailhès, il y a eu un divorce entre une partie notable des chercheurs des années 70 et les responsables de la politique agricole. Profitant de ce que ces derniers n'exprimaient ni priorités ni désirs clairs, certains chercheurs se sont réfugiés dans diverses niches de tranquillité. La faiblesse des instances de programmation et la tendance à ne plus afficher, comme par le passé, les programmes de travail ont permis à certains de se consacrer systématiquement à des thèmes de recherches peu susceptibles de servir à guider l'action présente. Les problèmes économiques de régions à très faible potentiel agricole ont concentré l'activité d'un nombre de chercheurs hors de proportion avec leur importance même démographique ; on a préféré étudier les opinions des officiers des Eaux et Forêts du siècle dernier plutôt que les moyens de réduire actuellement les importations de bois ; les régimes fonciers anciens d'un Etat lointain ont attiré davantage que le bilan de l'action des SAFER...

Il s'agit, au fond, d'une forme de refus de toute programmation de la recherche. Le problème n'est pas simple, car il est bien évident que les chercheurs ne se manœuvrent pas comme des grenadiers et qu'ils auront, en général, plus d'idées intéressantes de sujets de recherches que, disons, les administrations centrales. Mais dans des organismes publics de recherche à finalité sectorielle, la programmation d'une part notable de l'activité est inévitable et elle conduit à porter des jugements en termes d'utilité (parfois baptisée « demande sociale »).

Le refus du débat va de pair avec celui de la programmation. J.C. Passeron, dans sa remarquable étude sur l'état de la sociologie en France, écrit qu'il y a « dépérissement ou dislocation des instances et des moyens de l'évaluation scientifique des projets, des produits et des chercheurs » (Passeron, 1982, p. 188). Ceci s'applique dans une large mesure à l'économie rurale pour la période 1970-80. Heureusement que la SFER a rétabli un peu la situation en favorisant les dialogues. Mais certains chercheurs refusent toujours de parler à d'autres que leurs disciples et, pour citer encore Passeron (1982, p. 191), il y a « émiettement... en chasses gardées, propriétés privées des « grands » ou en niches-refuges qui abritent les « petits » des regards trop curieux ».

7. Bien entendu, cette liste des connaissances nécessaires n'est pas exhaustive. Il faut aussi connaître la statistique, la comptabilité nationale, la géographie, l'histoire, les langues...

8. Connaître la théorie économique c'est aussi savoir, comme L. Mahé nous l'a rappelé dans la discussion, que la théorie économique néo-classique ne se limite pas à l'étude de l'offre et de la demande sur les marchés des produits et des facteurs mais inclut des développements considérables d'économie publique - hors du marché.

Enfin, dernière forme d'indiscipline, il y a parfois confusion entre la recherche en économie appliquée et l'activisme politique. Certes, toute recherche agit sur le milieu qu'elle étudie. Le fait même de poser des questions à un agriculteur induit des réflexions et donc des changements. Certaines recherches sur les processus de décision sont inévitablement des « recherches-action » (voir, par exemple, certains travaux de J. Brossier ou certaines études de micro-régions). Mais entre ces travaux et l'**agit-prop** il y a une nette différence.

Une nette reprise en main et la mise en œuvre de procédures - financières en particulier - contraignant au travail sur programmes permettent d'escompter des améliorations en ces matières.

... à l'agrarianisme

A partir du moment où de nombreux économistes ruraux ne se considéraient pas au service de la collectivité nationale tout entière (qui les rémunérait) et encore moins du gouvernement, émanation de la Nation, qui les employait, il était normal qu'ils en soient venus à se sentir au service des agriculteurs ou d'une partie d'entre eux. Des allégeances sectorielles se sont donc tout naturellement substituées à l'esprit de service public ; la voie de l'agrarianisme était ainsi ouverte. Nombreux sont ceux qui s'y sont engagés.

L'agrarianisme, c'est l'ensemble des doctrines ou des croyances qui attribuent des vertus particulières aux activités agricoles et recommandent donc des politiques économiques favorables aux agriculteurs. Comme l'a montré J. Grossman (1980) il est très répandu chez les économistes ruraux français, mais sous plusieurs versions assez différentes.

Certains (par exemple M. Cépède) ont une sympathie particulière pour les schémas des physiocrates indiscutablement agrarianistes. D'autres considèrent que les agriculteurs sont indispensables à la préservation de certaines valeurs morales ou religieuses et au maintien de la démocratie (R. Maspétol, J. Milhau) (9). Certains marxistes, enfin, sont agrarianistes parce qu'ils souhaitent soutenir une forme d'activité qu'ils considèrent comme peu « capitaliste » (10).

Il n'est ni anormal ni répréhensible qu'un économiste ait de la sympathie pour les agents économiques qu'il étudie.. Mais elle ne doit pas conduire à obscurcir les jugements et à perdre tout sens critique. C'est malheureusement ce qui tend à se produire dans de nombreux cas et permet de penser que **l'agrarianisme est la maladie infantile première de l'économie rurale française**.

Un des aspects les plus positifs de cette session de La Grande Motte est qu'elle marque un redressement anti-agrarianiste. J.L. Coujard par son rejet de la spécificité ou tout au moins sa très grande réserve vis-à-vis d'elle ; J. Cavailhès, qui n'a jamais fléchi ; P. Combris et J. Nefussi ainsi que Bartoli et Bonnieux visent tous à l'objectivité en la matière.

9. Leur thèse sur ce dernier point est infirmée par la constatation de l'historien A. Griswold qui montre la fragilité de la démocratie en France - où il y avait de nombreux agriculteurs - et sa solidité en Angleterre championne du déclin de la population agricole (Griswold, 1948).

10. Bien entendu cette croyance est discutable. Il y a certes peu de salariat mais les agriculteurs sont des maximisateurs sous contraintes et des détenteurs de patrimoines notables - ce qui les rapproche des entrepreneurs capitalistes et les écarte du prolétariat.

Toutefois garder des distances vis-à-vis des groupes de pressions régionaux ou sectoriels ne signifie pas ignorer la demande (11).

UNE DISCIPLINE QUI SE VEND MAL ET DOIT SE RENOUVELER

L'école française d'économie rurale me semble avoir réduit son rayonnement à l'extérieur - dans les deux sens, c'est-à-dire hors de ses membres et hors du pays - par trois séries de défauts : une présentation défectueuse de ses résultats ; une lenteur à quitter les sujets classiques ; une réticence à mettre en œuvre des outils lourds.

Des relations extérieures qui pourraient être améliorées

Le produit final essentiel d'une discipline comme la nôtre est composé de documents écrits - non de molécules ou de variétés nouvelles - et accessoirement de cours ou exposés oraux. Il y a beaucoup à faire pour améliorer la concision et l'efficacité du message.

Il y a certes des progrès en matière de publications - et le comité de rédaction de notre revue y a contribué par ses efforts que la nouvelle équipe entend bien continuer. Mais il faut encore accroître la lisibilité et la clarté, rendre la forme plus attrayante, condenser surtout. Ceci est essentiel si nous voulons être lus et compris hors de nos petites chapelles respectives - en particulier par des décideurs pressés.

Mais la meilleure manière d'être entendu et connu c'est d'arriver en temps opportun avec un message pertinent.

Mieux ajuster les travaux à la demande et améliorer le « marketing »

Il serait injuste de reprocher à l'école française d'économie rurale de ne pas avoir su se réorienter vers des domaines nouveaux. Dans des temps déjà anciens, J. Le Bihan a su voir l'importance des IAA. C'est un peu grâce à son impulsion que les recherches sur les filières verticales sont un de nos points forts, la coupure entre production et commercialisation ayant, à juste titre, été rejetée. A. Brun et, dans une optique différente, P. Mainié ont, assez tôt, montré l'importance de l'étude de diverses inter-actions rurales entre usages du sol et de l'espace. René Dumont a, bien entendu, été le précurseur de l'étude du développement agricole des pays sous-développés. G. Brown a suscité des travaux sur l'halieutique, L. Mahé a étudié l'économie des ressources libres et P. Rainelli celle de la pollution...

Il me semble toutefois qu'il y a trop de travaux ronronnants, répétitifs et sans originalité qui sont en un sens la rançon de la sécurité de l'emploi et la conséquence d'une évaluation insuffisante de la production. Il est significatif que, dans le monde plus compétitif de nos collègues des États-Unis, de nombreux départements d'économie rurale ont changé de désignation en élargissant leur champ à l'économie appliquée, à l'économie alimentaire, à l'économie des ressources naturelles...

Mais même dans notre domaine classique un renouveau des méthodes et des thèmes est justifié.

Un recours inévitable à des méthodes plus modernes et plus lourdes

Les abus de la théorie, l'obscurcissement des esprits par les fumées agrarianistes, l'isolement dans un ghetto agricole et hexagonal ignorant les grands courants de la pensée économique moderne et les outils d'analyse performants ont empêché l'école française de valoriser le potentiel que constituent un personnel souvent motivé et des institutions accueillantes. Finalement, la production scientifique véritablement originale et solide semble insuffisante ; tous ceux qui lisent beaucoup peuvent s'en rendre compte.

Or la gestion économique de l'agriculture française devient de plus en plus difficile. Le monde, comme l'a souligné J. Lesourne à notre session d'automne 1982, est devenu polycentrique et très incertain. La gestion de la moindre exploitation agricole exige de multiples données et une finesse extrême de jugement. Les grands marchés sont, depuis 10 ans, beaucoup plus incertains que dans les périodes antérieures et l'instabilité des prix s'est accrue. Les interventions de l'État sont de plus en plus nombreuses et à peine mieux préparées qu'à l'époque où il n'y avait presque pas d'économistes.

Il n'est pas question de proposer ici un programme de redressement et d'orientation de la discipline ; cela dépasse largement les compétences d'un seul homme et doit donner lieu à de vastes débats. Quelques pistes seulement peuvent être proposées.

Il faut remettre à l'honneur la micro-économie. Sans une bonne connaissance de la théorie de la production, il ne peut y avoir compréhension du fonctionnement interne des exploitations agricoles. Et si on n'a pas bien saisi ce qui se passe au niveau de l'exploitation, il est difficile de comprendre la macro-économie du secteur et d'agir sur lui par des interventions judicieuses. Cette remise à sa juste place de l'économie de la firme concerne surtout les enseignants qui doivent veiller à ce que leurs étudiants connaissent à fond la théorie de la production et son application à l'exploitation agricole. Une part notable des étudiants spécialisés devra aussi connaître les méthodes modernes de programmation et simulation. Les chercheurs doivent redevenir les guides scientifiques et méthodologiques des vulgarisateurs en matière de gestion ce qui leur permettra de promouvoir l'unification des méthodes et de susciter des flux et réseaux d'informations micro-économiques normalisées remontant de la base vers le Centre.

Un autre réseau d'information, dont le développement semble nécessaire et exige le travail patient et méthodique de nombreux économistes (plutôt « ruraux »), concerne les marchés mondiaux au sens large - c'est-à-dire, pour les principaux pays : les conditions et perspectives de production et la dynamique des systèmes agricoles ; les quantités produites, commercialisées, transformées, consommées, importées et exportées ; les prix aux divers niveaux ; les filières et leurs évolutions ; les interventions publiques. Ceci semble justiciable d'efforts européens plutôt que nationaux. Il ne serait pas normal de dépendre uniquement, en ces matières, de banques de données étrangères et d'analyses faites par les grandes firmes commerciales.

11. Il faut rappeler l'exemple de T.W. Schultz qui, chef du département à l'Université agricole de l'Iowa fut remercié pour avoir écrit que le remplacement du beurre par la margarine était avantageux pour les consommateurs -

ce qui provoqua la colère des producteurs de lait. Schultz obtint alors un poste à l'Université de Chicago, beaucoup plus prestigieuse (voir sur ce point Galbraith, 1981, p. 10 de l'édition anglaise et p. 19 de la traduction).

Avec ces réseaux d'information micro-économique et ces données planétaires (et, en outre, bien entendu, de meilleures statistiques), le recours à des méthodes économétriques plus avancées - telles que celles envisagées dans le rapport de F. Bonnieux (12) - devient possible. Les discussions ont montré les causes de notre retard en matière, en particulier, de modèles globaux. Des progrès sont en cours, mais il restent insuffisants. La solidité institutionnelle des gros modèles n'est pas acquise, ils reposent beaucoup sur le dévouement des membres des trop petites équipes qui les animent.

Ceci me semble illustrer l'un des problèmes clef de l'époque actuelle dans le développement de notre discipline ; la

nécessité de passer, pour une part croissante de l'activité, des méthodes artisanales à des formes de production plus lourdes reposant sur des équipes nombreuses avec une division du travail assez poussée et donc une grande discipline au travail, condition de l'efficacité de l'ensemble. Ainsi seulement les gros outils - réseaux d'information, banques de données, modèles économétriques (et les uns dépendent des autres) - fourniront des réponses pour aider à la gestion très fine d'une économie agricole dont la complexité ne peut plus s'accommoder du petit calcul sur le coin d'une table. C'est cela l'âge adulte - et c'est parfois moins drôle que l'insouciance de l'adolescence.

CONCLUSION

Le présent compte-rendu de synthèse n'est pas à la mesure de la réunion de La Grande Motte dont la plupart des participants s'accordent à penser qu'elle a été bonne. Elle a permis des débats francs entre tenants d'idéologies fort différentes. Plusieurs membres de notre profession m'ont signalé combien ces discussions, sans arrière-pensées en terme d'exclusive idéologique comme sans intentions de prise de pouvoir, étaient exceptionnelles. Ceci est bien regrettable et justifie une fois de plus l'utilité de la SFER.

Il faudra donc continuer dans la voie tracée et, en particulier, reprendre le débat sur l'enseignement - formation

qui est resté incomplet, trop feutré, non exempt d'auto-satisfaction, presque nul sur le problème de l'adaptation du produit aux besoins.

Il me semble finalement que quelques préceptes émergent assez clairement. L'école française d'économie rurale gagnerait à mieux apprendre la théorie au lieu d'essayer de la refaire. Elle pourrait s'abstenir de couper les cheveux en quatre quand il y a tant de choses utiles à faire. Il faut apprendre les langues et s'ouvrir sur l'extérieur. Le recours à de gros outils est inéluctable.

Au travail.

12. Le rapport de F. Bonnieux, présenté à la réunion de La Grande Motte, a été publié dans le n° 157 d'Economie Rurale, « Travaux appliqués d'Econométrie », sept.-oct. 1983 (NDLR).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLAIRE G., DREYFUS M. (1983). — Le veau en batterie, techniques modernes (?), pratiques sociales archaïques. In : *Revue de Droit Rural* (118). Oct. nov. 1983, pp. 404-414.

BERGMANN D. (1960). — Agricultural economics in France. In : *Journal of Agricultural Economics* (13/4). Janv. 1960. pp. 399-413.

BERGMANN D. (1972). — Les interactions entre les recherches agronomiques et la politique économique et sociale. In : *Les nouveaux objectifs de la recherche agronomique*. Paris, OCDE.

BERGMANN D. (1973). — Les recherches en économie rurale à l'INRA. Bilan et perspectives. In : *Economie rurale* (96) Avr.-juin 1973. pp. 177-135.

BUTAULT J.P. (1981). — Les effets de l'intensification de la production laitière sur le revenu des exploitations et des familles agricoles. In : *Economie rurale* (146) Nov.-déc. 1981. pp. 14-19.

COLSON F., WOLFER B. (1981). — L'efficacité économique de l'intensification laitière et la nécessité des aides de l'Etat. In : *Economie rurale* (145) Sept.-oct. 1981. pp. 3-12.

CRANNEY J. et al. (1981). — *Lecture critique du texte de F. Colson et B. Wolfer*. Paris, INRA-Economie.

DELAUNAY J.-C. (1971). — *Essai marxiste sur la comptabilité nationale*. Paris, Editions Sociales.

DUMONT R. (1974). — *Agronomie de la faim*. Paris, Laffont.

GALBRAITH J.K. (1981). — *A life in our times*. London, André Deutsch. Traduction abrégée (sans que le lecteur en soit averti). Une vie dans son siècle, Paris, Gallimard, 1983.

GRISWOLD A.W. (1948). — *Farming and democracy*. New-York, Harcourt Brace.

GROSSMAN J. (1980). — *Agriculture et économie politique*. Thèse, Univ. Paris I.

LACOMBE P. (1976). — Quelques tendances de l'économie rurale contemporaine. In : *Cahiers de la nouvelle économie rurale* (2). pp. 53-68.

LAFONT J. (1976). — *Paysannerie et capitalisme*. Paris, CEPRE-MAP.

NALLET H., COURSIER R., TARDIEU A., THIÉBAULT F. (1976). — *Le fonctionnement monétaire des exploitations agricoles*. Paris, INRA-Economie.

NALLET H., SERVOLIN C. (1980). — Observations sur la production laitière aux Etats-Unis. In : *Bulletin Technique d'Information* (350), Juill. 1980. pp. 403-414.

NOU J. (1967). — *Studies in the development of agricultural economics in Europe*. Uppsala (Lantbrukshogskolans Annaler vol. 33).

OSSARD H. (1976). — L'agriculture et le développement du capitalisme. In : *Critique de l'Economie Politique* (24-25) Sept. 1976. pp. 141-170.

PASSERON J.C. (1982). — Sociologie. Bilan et perspectives. In : Godelier M. éd. *Les sciences de l'homme et de la société en France*. Paris, Documentation Française.

PETIT M. (1982). — Is there a French school of agricultural economics. In : *Journal of Agricultural Economics* (33/3). Sept. 1982, pp. 325-337.

SAUNIER P., SCHALLER B. (1978-1982). — *L'aviculture française 20 ans après*, (2 vol.) Paris, INRA-Economie.